AETA Sud Kivu

AGIR POUR DES ÉLECTIONS TRANSPARENTES ET APAISÉES
Plate-forme des ONG de la Société Civile *dotée de la personnalité juridique*
Arrêté Ministériel N°125/CAB/MIN/J&DH/2011 du 11 Avril 2011

Conférence de Presse du 24 mai 2021 à Bukavu

Nord Kivu : Eruption Vocalique « DEFAILLANCES OBSERVEES DANS LA PREVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES »

Goma a échappé au pire après l'éruption du volcan Nyiragongo, qui a vu les coulées de lave s'arrêter aux portes de la ville. L'absence d'alerte de l'Observatoire volcanologique de Goma, privé d'internet depuis sept mois, et la communication chaotique des autorités, ont semé la panique dans la population.

Localité de Buhene, près de Goma, samedi 22 mai 2021

L'éruption soudaine, ce samedi 22 mai 2021, de l'un des plus puissants volcans d'Afrique a rapidement provoqué la confusion dans la ville de Goma, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Il faut dire que les habitants de la capitale du Nord-Kivu ont gardé en mémoire la dernière éruption du Nyiragongo, en janvier 2002. A l'époque, les coulées de lave avaient englouti une partie de la ville, faisant une centaine de morts. Cette fois-ci, les habitants de Goma ont eu davantage de chance. La lave s'est arrêtée, comme par miracle, à quelques centaines de mètres de l'aéroport et du centre-ville, dans le quartier de Buhene. Selon

un premier bilan provisoire du gouvernement, 17 villages ont été touchés et 15 personnes sont mortes, dont 5 tués dans des accidents provoqués par la fuite de la population vers la frontière rwandaise, ou les villes congolaises de Bukavu ou Sake.

Mais ce qui caractérise cette nouvelle éruption du Nyiragongo après 19 ans de sommeil, c'est qu'elle a pris tout le monde de court. La population tout d'abord, qui n'a reçu aucun message d'alerte de l'Observatoire volcanologique de Goma. Les autorités locales ensuite, qui ont mis plus de deux heures avant de réagir. Et enfin, le gouvernement qui a peiné à faire passer ses instructions faute de relais médiatiques. ***Conséquence : cette confusion a précipité plusieurs milliers de Congolais sur les routes à la recherche d'un lieu sûr pour se mettre à l'abri. Environ 15.000 habitants de Goma ont fui en direction de Bukavu et Sake, vers le Sud et l'Ouest de la ville, alors que 7.000 personnes ont traversé la frontière rwandaise, notamment vers Rubavu (Gisenyi).***

La première surprise vient de l'absence d'alerte de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), censé surveiller les moindres soubresauts du Nyiragongo et prévenir la population en cas d'activité anormale du volcan. Mais dimanche matin, sur les ondes de radio Okapi, surprise ! Le directeur de l'Observatoire reconnaît que le volcan n'était plus sous surveillance… depuis sept mois. Faute d'argent, l'Observatoire s'était retrouvé privé de connexion internet, une facture de 10.000$ n'ayant pu être honorée. Pour expliquer ce dysfonctionnement, le directeur de l'OVG a mis en cause l'absence de financement des autorités congolaises. Pour couronner le tout, la Banque mondiale, qui devait renouveler un programme de 2 millions de dollars sur quatre ans, a refusé de mettre la main à la poche, craignant des ***risques de malversations***. En 2020, le député Jean-Baptiste Muhindo Kasekwa avait déjà tenté d'alerter le ministre de la recherche sur la mauvaise gestion de l'Observatoire volcanologique de Goma. Selon lui, sur les 351 employés de l'Observatoire, la majorité de ses emplois était fictifs. Sa question à l'Assemblée était restée lettre morte.

En février 2020, le mouvement citoyen Lucha avait relayé les préoccupations des agents de l'OVG qui dénonçaient depuis 2018 ***une gestion opaque de l'institution « caractérisée par la corruption, l'abus de pouvoir par la hiérarchie et les détournements de fonds ».*** La Lucha s'inquiétait à l'époque des effets dramatiques que pouvaient avoir la mauvaise gouvernance de l'Observatoire volcanologique de Goma « *qui gère la plus grande menace de la ville et de la région : le volcan Nyiragongo* ». Le mouvement citoyen avait alors exigé un audit administratif et financier de l'OVG. Une recommandation jamais suivie d'effet.

Le second dysfonctionnement vient du retard dans la communication du plan d'évacuation de la ville de Goma. Tôt dans la soirée, le gouverneur général militaire du Nord-Kivu a confirmé l'éruption du volcan, mais sans donné de consigne d'évacuation, indiquant que la protection civile communiquerait des informations ultérieurement. Mais il est déjà trop tard pour canaliser la population, qui commence à fuir. Les consignes de la protection civile arrivent en milieu de soirée : évacuation des hôpitaux du nord de la ville, fermeture des stations-services(des carburants) et interdiction de se déplacer en voiture ou en moto. L'ordre est donné aux habitants d'évacuer vers la ville de Sake.

Le problème c'est que ces instructions sont données sur quelques radios locales et les réseaux sociaux, peu accessibles pour la majorité de la population. Pendant ce temps, la RTNC, la chaîne publique, diffuse des clips musicaux et une émission sur la santé, sans aucun décrochage sur les événements de Goma. Les Congolais sont informés sur l'évolution de la situation en écoutant les médias internationaux comme RFI ou France 24, et s'en étonnent sur les réseaux sociaux. Après son intervention dimanche matin sur la RTNC, qui a enfin ouvert son antenne à l'éruption du Nyiragongo, Patrick Muyaya, le porte-parole du gouvernement, a demandé au directeur général que « *toutes les dispositions soient prises pour assurer une couverture en temps réel de la situation à Goma* ».

Communication chaotique, carences de l'Etat, services publics défaillants, et sous-financés, soupçons de corruption à tous les étages… composent un cocktail détonnant qui aurait pu faire de l'éruption du volcan Nyiragongo une catastrophe bien plus dramatique si par miracle la coulée de lave n'avait pas stoppé sa course à quelques centaines de mètres du centre de Goma. Une expérience qui nous fait dire qu'il existe un fléau bien plus grand que les groupes armés et les catastrophes naturelles dans l'Est de la RDC : il s'agit de la faillite de l'Etat congolais, rongé par ***la corruption et la mauvaise gouvernance. Un fléau qui rend l'Etat impuissant à régler les crises qu'il traverse.***

Après le survol du volcan Nyiragongo, le directeur scientifique de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG) a indiqué ce matin du 24 mai 2021 qu'il n'y a pas eu la possibilité de voir si la lave était en activité dans le cratère principal. Selon lui, il est donc tôt de confirmer si les séismes ressentis à Goma proviennent directement du cratère principal du volcan Nyiragongo

Pendant ce temps à Goma, Après l'éruption du volcan Nyiragongo samedi dernier et les mouvements sismiques dimanche, la population de Goma se montre résiliente. Elle tente de reprendre la vie normale. Les activités reprennent timidement ce lundi 24 mai à Goma. Quelques boutiques ont ouvert leurs portes ce matin afin de permettre aux habitants de se procurer les biens. Les marchés ouvrent également. Des vendeurs y arrivent progressivement. Le transport en commun a repris également. Suite au tremblement de terre, plusieurs familles ont évacué les maisons à étage par mesure de prudence.

Selon les lois de finances, l'observatoire volcanique de Goma devrait bénéficier des crédits budgétaires de 1,2 millions USD ces deux dernières années, dont 516.091 USD pour 2021 et 783.235 USD en 2020.

Du côté des agents de l'observatoire, on juge l'inaction du service public par manque d'argent. Le dernier financement d'environ 2 millions USD de la Banque Mondiale s'est arrêté, il y a un an. Ce fonds aurait servi, selon plusieurs sources, au renforcement des capacités des agents et à des activités de surveillance volcanique.

Avant la fin du projet, la Banque mondiale aurait alerté le gouvernement congolais pour prendre le relais. Mais comme toujours, la nouvelle est passée comme si rien n'était. Pourtant la ville de Goma et ses environs sont exposés à deux volcans actifs: Nyiragongo et Nyamulagira.

Des documents budgétaires, que la rédaction a consultés, révèlent tout de même que l'observatoire volcanique de Goma émarge au budget du pouvoir central, sur la section Recherche Scientifique. En 2020, un budget de 1.475,6 milliards de FC (783.235 USD au taux budgétaire de 1.884 FC) avaient été prévus. Comme pour les autres services du secteur, 275.732 USD ont été décaissés pour le salaire et 71.025 USD au titre des interventions économiques, sociales et culturelles, indique le rapport du ministère du budget.

Selon la loi de finances 2021, l'observatoire volcanique de Goma dispose de 45 agents, dont le salaire moyen est plafonné à 440 USD. Dans la pratique, l'opacité règne en maître. Le service 500 agents, au-delà de l'effectif reconnu par le pouvoir central. En 2020, le ministre de la recherche scientifique avait déjà révélé au moins 250 fictifs.

Ces effectifs non reconnus sont rémunérés avec la mise à disposition de fonds provenant de la rubrique interventions économiques, qui pourrait pourtant servir au paiement de certains besoins en fonctionnement. Car, ce sont les rémunérations et les interventions économiques, une forme d'appuis au fonctionnement (assistance sociale) sont décaissés de manière permanente.

Aujourd'hui, l'Observatoire Volcanologique de Goma doit plus de 10 mille dollars à une société qui leur fournissait l'Internet. Suite au non-paiement de la facture, le fournisseur a coupé le service.

La loi de finances 2021 prévoit un soutien de 241.896 USD, dont 14.411 USD doit servir à la construction d'une ligne téléphonique à monter réduite à Nyiragongo.

Toutefois, des projets importants restent non exécutés. Il y a d'abord l'acquisition des équipements pour la surveillance des volcans actifs de la région de Virunga, pour un montant de 591 083 309 FC (313 738 USD), qui connaît de problème de décaissement. Ensuite, la loi de finances renseigne le projet de construction d'une ligne téléphonique à monter réduite à Nyiragongo, dont le coût global est de 231 240 580 FC (122 739 USD), qui connaît la même situation depuis 2020.

Selon les experts, l'absence d'une politique claire en matière de recherche scientifique serait la raison principale de l'absence de décaissement des fonds d'investissements en faveur de l'observatoire volcanique de Goma. Ce qui a pour conséquence, entre 2020 et 2021, aucun partenaire extérieur n'a apporté son soutien à l'Etat.

Une revalorisation du secteur de la recherche scientifique s'avère nécessaire pour la prévention face aux catastrophes naturelles et éviter des pertes en vie humaines.

Pour la Plateforme Agir pour des Elections Transparentes et Apaisées, **AETA au Sud Kivu,** il est inadmissible que le Gouvernement de la RDC continue à « banaliser » le secteur de la Recherche Scienfitique ainsi que le service de protection civile.

Face à la gravité de la situation avec cette persistance inquiétante des mouvements sismiques, qui continuent à s'observer en permanence à Goma et à Bukavu, la plateforme AETA invite :

1) La population de Goma de demeurer vigilante. Cela, en se fiant à des communications crédibles, et éviter des mouvements incontrôlés des masses et des rimeurs
2) Le gouvernement congolais à quitter le populisme pour se mettre réellement au travail en distinguant l'utile à l'agréable : trop des discours, peu des réalisations et absence totale de proactivité.
3) Les gouvernants congolais de mettre les moyens nécessaires à la disposition des services techniques de la recherche scientifique, et de protection civile sur l'ensemble du pays en général et dans les zones à risque en particulier
4) Les autorités politico-militaires du Nord Kivu à améliorer très sensiblement leurs communications et politiques de prévention et de gestion des crises afin de réduire très sensiblement des dégâts collatéraux qui résulteraient de ces défaillances décriées
5) Plaide pour le rétablissement d'internet (dans le cadre de respect des droits numériques) à l'Observatoire Volcanique de Goma(OVG) pour permettre de collecter de nouveau des données » et « d'enregistrer de nouveau des signaux d'alerte ». et « suivre la situation avec attention » ces volcans (Nyamulagira et Nyiragogo) au Nord Kivu /RDC

Fait à Bukavu, le 24 mai 2021

Pour AETA Sud Kivu

KURHENGAMUZIMU BALAGIZI Laurent

Point Focal